

ROYAUME DE BELGIQUE

KONINKRIJK BELGIE

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de l'Intérieur, le 28 janvier 1998, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un avant-projet de loi "relatif au projet A.S.T.R.I.D.", a donné le 3 février 1998 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 28 januari 1998 door de Minister van Binnenlandse Zaken verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een voorontwerp van wet "betreffende het A.S.T.R.I.D.-project", heeft op 3 februari 1998 het volgende advies gegeven :

Conformément à l'article 84, alinéa 2, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, la demande d'avis doit indiquer les motifs qui en justifient le caractère urgent.

En l'occurrence, cette motivation est la suivante :

"Immers, de overheidsopdracht houdende de aankoop van de systeeminfrastructuur die momenteel lopende is, zal wellicht eind januari 1998 afgerond zijn zodat het wenselijk is dat de structuren die het beheer van dit systeem zullen verzekeren zo snel mogelijk geïnstalleerd worden.".

*

* *

Observations générales

I. Comme l'a fait observer la section de législation, suite à la demande d'avis inscrite au rôle sous le numéro L. 27.168/2, la société anonyme que le projet de loi envisage d'instituer bénéficierait de diverses formes de subventions ou aides de la part de l'Etat.

Dans la mesure où ces subventions seraient exclusivement destinées à permettre à la société de fournir une infrastructure et des services de télécommunications aux services publics de secours ou de sécurité, on peut effectivement considérer qu'il n'y aurait là aucune intervention dans un secteur soumis à concurrence et que, dès lors, les articles 91 et 94 du Traité instituant la Communauté européenne ne seraient pas d'application.

.../...

Le projet laisse, toutefois, subsister une ambiguïté quant aux conditions dans lesquelles la société sera autorisée à fournir des services de télécommunications à des entreprises privées.

L'article 3, alinéa 1er, définit, en effet, l'objet social d'A.S.T.R.I.D. comme étant

"la constitution, ... d'un réseau de radiocommunications pour la transmission de voix et de données au bénéfice des services belges de secours et de sécurité et d'institutions, sociétés ou associations, de droit public ou privé, qui fournissent des services dans ce domaine."

Selon le commentaire des articles,

"... pour autant qu'il soit indiqué dans le cadre d'une politique de sécurité intégrée et que la capacité disponible sur le système le permette, il peut être envisagé d'étendre le réseau aux services commerciaux de secours et de sécurité du secteur privé (tels que les entreprises privées de gardiennage), ainsi qu'aux organisations qui, en raison de leurs activités, doivent pouvoir être impliquées dans une politique de sécurité (telles que les entreprises de transport public)."

.../...

L'article 3, alinéa 3, du projet prévoit qu'

"A.S.T.R.I.D. ne peut fournir des services sur une base commerciale qu'après y avoir été autorisée par un arrêté royal délibéré en Conseil des ministres."

Selon le commentaire de cette disposition,

"A.S.T.R.I.D. pourra à terme développer des activités commerciales dans les limites de son objet social, pour autant que ces activités soient compatibles avec l'accomplissement de ses missions de service public..."

Le commentaire ajoute :

"il convient de distinguer, dans l'objet social d'A.S.T.R.I.D., les missions de service public qui s'inscrivent dans le cadre de la politique de sécurité intérieure, de la fourniture de services de nature commerciale. Cette distinction ne tient pas à l'identité ou aux activités des usagers mais à la nature des services rendus par A.S.T.R.I.D."

L'auteur du projet semble donc vouloir faire une distinction entre les missions de service public d'A.S.T.R.I.D. et les services fournis par la société sur une base commerciale. Celles-ci seraient soumises à l'autorisation d'un arrêté royal délibéré en Conseil des ministres, qui ferait l'objet d'une notification préalable à la Commission européenne en vertu de l'article 93 du Traité instituant la Communauté européenne.

.../...

Quant aux missions de service public, les conditions selon lesquelles elles seraient exécutées devraient faire l'objet d'un contrat de gestion (article 10 du projet).

Le projet ne définit, toutefois, nulle part en quoi consistent les missions de service public. Il convient, toutefois, que celles-ci soient définies avec précision dans le projet. Si, l'on peut, en effet, admettre que les conditions selon lesquelles ces missions seront exécutées soient laissées au contrat de gestion à conclure, leur contenu même doit être défini par la loi.

Il s'agit, en particulier, de déterminer si la fourniture de services de télécommunications à des organismes privés, tels que les services privés de secours, les entreprises de transports ou de gardiennage, dans l'hypothèse où, pour reprendre les termes de l'exposé des motifs, cette fourniture "s'inscrit dans le cadre de la politique de sécurité intérieure" sera considérée comme des missions de service public, auquel cas elle serait soumise au contrat de gestion, ou bien si elle sera effectuée sur une base commerciale, soumise à l'autorisation préalable du Roi.

Tant la rédaction de l'article 3 que les commentaires qui lui sont associés ne permettent pas de répondre avec certitude à cette question.

Elle revêt, cependant, une importance non négligeable, dans la mesure où elle déterminera les conditions de la fourniture de ces services.

.../...

En outre, si comme le souhaite l'auteur du projet, la notification prévue à l'article 93, précité, du Traité ne sera effectuée qu'à l'occasion de l'élaboration de l'arrêté royal envisagé à l'article 3, alinéa 3, il convient de limiter strictement les missions que la société pourra accomplir sur la base exclusivement de la loi, à la fourniture d'un réseau et de services de télécommunications aux services publics de secours et de sécurité.

II. Les mécanismes de contrôle de la société s'inspirent en grande partie de ceux prévus par la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques (contrat de gestion, tutelle administrative exercée par des commissaires du Gouvernement).

Le projet ne met, toutefois, en place aucun système de contrôle externe de légalité et de régularité des opérations à constater dans les comptes annuels, similaire à celui organisé par l'article 25 de ladite loi.

On suppose, dès lors, que le contrôle des comptes se limitera à celui prévu par les lois coordonnées sur les sociétés commerciales, rendues applicables à titre supplétif par l'article 4 du projet.

Tenant compte de ce que les missions de la société en projet seront exercées essentiellement au profit des services publics, et à l'aide de subventions publiques, un contrôle qui serait exercé par la Cour des comptes ou, à

.../...

tout le moins, auquel celle-ci serait associée, paraît s'imposer.

Observations particulières

Au regard de l'article 17, § 5, en projet, ainsi qu'au regard du fait que le système de radiocommunications dont il est question dans le texte en projet est destiné notamment aux services de sécurité, et que la police judiciaire est à considérer comme un tel service d'après l'exposé des motifs, le ministre de la Justice doit également signer le texte en projet et son arrêté de présentation.

Intitulé

L'intitulé d'une loi doit être précis et permettre au lecteur, dans la mesure du possible, de comprendre la portée de celle-ci. En l'espèce, l'intitulé projeté ne répond pas à cette condition. En lisant l'intitulé en projet, le lecteur ne dispose d'aucune indication quant à sa portée. De plus, l'abréviation "A.S.T.R.I.D." qui y figure n'est jamais définie dans le dispositif. A la lecture de l'exposé des motifs, il apparaît, par ailleurs, que ces initiales ont une signification anglaise ("Allround Semi-cellular Radiocommunication Network with Integrated Dispatching") incompréhensible au profane. Enfin, à propos de ces initiales, l'on se demande à quoi correspond la lettre "T" qui figure dans l'abréviation. Outre, les

.../...

difficultés de compréhension qui découlent de l'utilisation de l'abréviation "A.S.T.R.I.D.", une autre difficulté résulte de l'utilisation du mot "projet". Si, l'on peut concevoir que, lors de la phase de la conception d'un réseau de radiocommunications, l'on puisse parler d'un "projet", l'utilisation de ce terme n'est plus appropriée lorsqu'il s'agit de mettre sur pied une structure destinée à gérer un réseau opérationnel.

Afin de respecter les règles de la légistique, l'intitulé suivant est proposé, inspiré des premiers développements qui figurent dans l'exposé des motifs :

"Loi relative aux radiocommunications des services de secours et de sécurité".

Dispositif

Article 2

Il faut insérer dans l'article 2 un alinéa prévoyant la création, par le législateur, d'une société anonyme de droit public dont la dénomination doit être précisée.

Cette précision doit faire l'objet d'un alinéa 1er dans l'article 2.

L'alinéa 2 doit, dès lors, être adapté à l'insertion d'un nouvel alinéa.

.../...

Article 3

L'utilité de l'alinéa 2 n'est pas évidente au regard de l'existence des paragraphes 1er, 2 et 3, de l'article 86ter, de la loi du 21 mars 1991, inséré par la loi du 19 décembre 1997, qui prévoient en effet déjà que :

"Tous les autres opérateurs peuvent participer seuls ou ensemble, à des conditions équivalentes, à des services d'intérêt général visés dans le présent paragraphe, et ce, aux conditions fixées par la Roi et sur avis de l'Institut." (1).

Article 5

Les mots "préalablement à sa constitution" sont superflus et doivent être omis. Il va de soi que les statuts doivent exister au moment où la société est constituée.

Article 7

Au regard de la volonté manifestée par les auteurs du projet dans l'exposé des motifs, qui consiste à permettre à des entreprises privées du secteur des télécommunications de participer au capital d'A.S.T.R.I.D., il convient de préciser comment seront déterminées les personnes physiques

(1) Sur la notion d'opérateur, cf. l'article 68, 23°, de la loi du 21 mars 1991 précitée, inséré par la loi du 19 décembre 1997.

et morales qui seront admises à la constitution du capital social et à son augmentation.

Article 10

Comme relevé dans l'observation générale ci-dessus, dès lors que le projet prévoit que les conditions d'exécution des missions de service public seront définies par un contrat de gestion et bénéficieront de subventions, ces missions doivent être définies avec précision.

Par ailleurs, il vaut mieux que le contrat de gestion impose des modalités spécifiques de contrôle à l'égard de l'emploi de subventions.

Article 11

Selon le commentaire de l'article, l'habilitation donnée au Roi de contraindre certaines personnes physiques ou morales à se raccorder au réseau d'A.S.T.R.I.D. vise, notamment, la protection des transports de fonds.

L'attention de l'auteur du projet est, toutefois, attirée sur le fait que l'habilitation donnée au Roi se limite, selon le texte du projet, aux "circonstances exceptionnelles", ce qui ne devrait pas permettre, sauf exceptionnellement, de contraindre les entreprises de convoyeurs de fonds à se raccorder au réseau A.S.T.R.I.D..

.../...

Article 12

Plutôt que d'établir, à l'alinéa 1er de l'article en projet, une dérogation à la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises économiques, il serait préférable afin de rassembler les dérogations dans une seule disposition, de modifier, en ce sens, l'article 91 de cette loi, qui établit déjà une liste d'installations auxquelles les dispositions du chapitre VII de son titre III ne sont pas applicables (1).

Article 13

Il conviendrait d'éviter l'utilisation de termes anglais. En conséquence, l'on remplacera les mots "frequency hopping" par des expressions correspondantes en français et en néerlandais.

Article 17

Ou bien l'intention est de permettre au ministre de la Justice d'exercer également la tutelle sur la société anonyme, auquel cas il convient de le prévoir expressément, ou bien l'on souhaite seulement que le ministre de la

(1) Cet article vise déjà, dans son texte modifié par la loi du 19 décembre 1997, les "installations spéciales établies et exploitées exclusivement à des fins [...] de sécurité publique ou d'aide d'urgence, par les services relevant [...] du ministre de l'Intérieur".

Justice soit tenu informé et puisse faire part de son opinion quant aux décisions prises par son collègue de l'Intérieur dans cette matière, auquel cas la disposition relève purement de l'organisation interne du Gouvernement, dans laquelle le législateur n'a pas à intervenir.

Article 19

Cette disposition prévoit que pour réaliser le financement de sa participation dans A.S.T.R.I.D., la société fédérale d'investissement conclura des emprunts, dont la charge sera entièrement supportée par l'Etat, qui s'engage à supporter les besoins nets de trésorerie découlant de l'acquisition et de la gestion de cette participation.

Un tel mécanisme constitue une forme de débudgétisation et a pour effet que le financement de la participation n'apparaît plus au budget de l'Etat bien que celui-ci en supporte l'intégralité de la charge par le préfinancement dont la société fédérale d'investissement est chargé. Au vote des crédits nécessaires au financement de la participation, assuré par l'Etat, on substitue, avec un décalage dans le temps, le vote des crédits annuels destinés à assurer, sur une plus longue période, le service financier des emprunts souscrits par la société fédérale d'investissement.

Ce mécanisme déroge aux principes de l'annualité et de l'universalité du budget, tels que les énonce l'article 174 de la Constitution en vertu duquel toutes les

.../...

dépenses de l'Etat doivent être portées au budget, voté annuellement, et dans les comptes (1).

Article 20

Faire référence à une disposition - comme l'article 2, § 3, de la loi du 2 avril 1962, précitée - en citant les modifications subies par cette disposition a pour effet de figer celle-ci dans sa version modifiée. En l'espèce, si l'article 2, § 3, était encore modifié dans le futur, la référence à cette disposition faite dans la loi relative au projet A.S.T.R.I.D. n'intégrerait pas cette dernière modification. Cela correspond-il bien à la volonté des auteurs du texte en projet ?

Observation finale

Le texte néerlandais de certains articles est susceptible d'amélioration. A titre d'exemple, certaines propositions à ce sujet sont faites dans le présent avis.

(1) En ce sens, voir l'avis L. 25.854/9, donné le 16 décembre 1996, sur un projet d'arrêté royal "relatif au Fonds belgo-congolais d'Amortissement et de Gestion dans le paiement des indemnités dues par l'Etat belge en exécution des dispositions du «Protocole portant règlement de l'indemnisation des biens zaïrianisés ayant appartenu à des personnes physiques belges et échanges de lettres y relatifs», en application des articles 2, § 1er et 3, § 1er, 1^o, de la loi du 26 juillet 1996 visant à réaliser les conditions budgétaires de la participation de la Belgique à l'Union économique et monétaire européenne", Moniteur belge, 31 décembre 1996, 4^{ème} édition, p. 32630.

Overeenkomstig artikel 84, tweede lid, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, moeten in de adviesaanvraag de redenen worden aangegeven tot staving van het spoedeisend karakter ervan.

In het onderhavige geval luidt die motivering aldus :

"Immers, de overheidsopdracht houdende de aankoop van de systeeminfrastructuur die momenteel lopende is, zal wellicht eind januari 1998 afgerond zijn zodat het wenselijk is dat de structuren die het beheer van dit systeem zullen verzekeren zo snel mogelijk geïnstalleerd worden.".

*

*

*

Algemene opmerkingen

I. Zoals de afdeling wetgeving heeft opgemerkt naar aanleiding van de adviesaanvraag die onder nummer L. 27.168/2 op de rol is ingeschreven, zou de naamloze vennootschap tot oprichting waarvan het wetsontwerp strekt, verschillende soorten toelagen of steun krijgen van de Staat.

Voor zover die toelagen uitsluitend zouden dienen om de vennootschap in staat te stellen de openbare hulp- en veiligheidsdiensten een infrastructuur en telecommunicatiediensten te bieden, kan inderdaad geoordeeld worden dat er geen sprake is van enige inmenging in een sector waarin de

.../...

concurrentie speelt en zouden de artikelen 91 tot 94 van het Verdrag tot oprichting van de Europese Gemeenschap bijgevolg niet van toepassing zijn.

Het ontwerp blijft echter dubbelzinnig met betrekking tot de voorwaarden waaronder de vennootschap telecommunicatiediensten mag verstrekken aan privé-ondernemingen.

In artikel 3, eerste lid, wordt het doel van A.S.T.R.I.D. immers als volgt omschreven :

"de totstandbrenging, ... van een radiocommunicatienetwerk voor spraak- en dataverkeer ten behoeve van de Belgische hulp- en veiligheidsdiensten en van instellingen, vennootschappen of verenigingen, van publiek of privaat recht, die diensten verstrekken op dit gebied."

Volgens de artikelsgewijze toelichting,

"... (kan) voor zover dit aangewezen is in het kader van een geïntegreerd veiligheidsbeleid en de beschikbare capaciteit op het systeem het toelaat, (...) worden overwogen om het netwerk uit te breiden tot commerciële hulp- en veiligheidsdiensten in de particuliere sector (zoals private bewakingsfirma's), alsook tot organisaties die wegens hun activiteiten bij het veiligheidsbeleid moeten kunnen worden ingeschakeld (zoals ondernemingen van openbaar vervoer)."

In artikel 3, derde lid, van het ontwerp staat dat

"A.S.T.R.I.D. (...) geen diensten op commerciële basis (mag) verstrekken dan na daartoe te zijn gemachtigd bij in Ministerraad overlegd koninklijk besluit."

.../...

Volgens de toelichting bij deze bepaling,

"(kan) A.S.T.R.I.D. (...) nochtans op termijn commerciële activiteiten ontwikkelen binnen de grenzen van haar maatschappelijk doel, voor zover deze activiteiten verenigbaar zijn met de uitvoering van haar taken van openbare dienst ...".

In de toelichting staat voorts dat :

"binnen het maatschappelijk doel van A.S.T.R.I.D. (...) een onderscheid (dient) te worden gemaakt tussen taken van openbare dienst, in het kader van het binnenlands veiligheidsbeleid, en commerciële dienstverlening. Dit onderscheid wordt niet bepaald door de identiteit of activiteiten van de gebruikers dan wel door de aard van de door A.S.T.R.I.D. verstrekte diensten."

De indiener van het ontwerp lijkt dus een onderscheid te willen maken tussen de taken van openbare dienst van A.S.T.R.I.D. en de diensten die deze vennootschap op commerciële basis verstrekt. Voor de laatstgenoemde diensten zou eerst een machtiging moeten worden verleend bij een in de Ministerraad overlegd koninklijk besluit, dat krachtens artikel 93 van het Verdrag tot oprichting van de Europese Gemeenschap vooraf ter kennis van de Europese Commissie moet worden gebracht.

De voorwaarden waaronder de taken van openbare dienst worden uitgevoerd, moeten daarentegen worden vastgesteld in een beheerscontract (artikel 10 van het ontwerp).

In het ontwerp wordt echter nergens bepaald waarin de taken van openbare dienst bestaan. Deze behoren nochtans nauwkeurig in het ontwerp te worden omschreven. De voorwaar-

.../...

den waaronder deze taken worden uitgevoerd, kunnen inderdaad bepaald worden in het af te sluiten beheerscontract, maar de inhoud zelf van die taken moet in de wet worden vastgelegd.

Het komt er inzonderheid op aan te bepalen of het verstrekken van telecommunicatiediensten aan privé-instellingen, zoals de privé-hulpdiensten, de transport- of bewakingsondernemingen, in het geval waarin, volgens de bewoordingen van de memorie van toelichting, zulks geschiedt "in het kader van het binnenlands veiligheidsbeleid", beschouwd wordt als een taak van openbare dienst, in welk geval daarvoor een beheerscontract moet worden afgesloten, dan wel of zulks op commerciële basis plaatsvindt, waartoe de Koning eerst machtiging moet verlenen.

Noch de tekst van artikel 3, noch de toelichting daarbij geven daarover uitsluitel.

Het gaat hier nochtans om een belangrijke kwestie, aangezien zij bepalend is voor de voorwaarden voor het verstrekken van die diensten.

Bovendien dienen de taken die de vennootschap uitsluitend op grond van de wet kan vervullen, indien, zoals de indiener van het ontwerp het wil, de kennisgeving bepaald in het genoemde artikel 93 van het Verdrag pas geschiedt wanneer het koninklijk besluit bedoeld in artikel 3, derde lid, is opgesteld, strikt beperkt te worden tot het aanbieden van een telecommunicatienet en van telecommunicatiediensten aan de openbare hulp- en veiligheidsdiensten.

.../...

II. De mechanismen voor de controle van de vennootschap zijn grotendeels gebaseerd op die waarin de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven voorziet (beheerscontract, administratief toezicht uitgeoefend door de regeringscommissarissen).

In het ontwerp wordt voor de externe controle van de wettigheid en de regelmatigheid van de verrichtingen die in de jaarrekeningen moeten worden opgetekend, echter geen enkel soortgelijk systeem ingesteld als dat waarin artikel 25 van de genoemde wet voorziet.

Er wordt derhalve aangenomen dat de controle van de rekeningen beperkt wordt tot de controle waarin de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen voorzien, die bij wijze van aanvullend recht bij artikel 4 van het ontwerp toepasselijk worden verklaard.

Rekening houdend met het feit dat de taken van de geplande vennootschap in hoofdzaak ten goede zullen komen aan de openbare diensten, en met behulp van overheidssubsidies, lijkt een controle door het Rekenhof, of in ieder geval, een controle waarbij het Rekenhof betrokken is, geboden.

Bijzondere opmerkingen

Gezien het ontworpen artikel 17, § 5, en aangezien het radiocommunicatiesysteem waarvan sprake is in de ontworpen tekst onder meer bestemd is voor de veiligheids-

.../...

diensten, en de gerechtelijke politie volgens de memorie van toelichting als zulk een dienst moet worden beschouwd, moet ook de Minister van Justitie de ontworpen tekst en het indieningsbesluit ondertekenen.

Opschrift

Het opschrift van een wet moet nauwkeurig zijn en de lezer zoveel mogelijk in staat stellen de strekking ervan te begrijpen. In het onderhavige geval voldoet het ontworpen opschrift niet aan die voorwaarde. Bij het lezen van het ontworpen opschrift krijgt de lezer geen enkele aanwijzing met betrekking tot de strekking ervan. Bovendien wordt de afkorting "A.S.T.R.I.D." in het opschrift nergens omschreven in het dispositief. Bij het lezen van de memorie van toelichting blijkt bovendien dat deze initialen voor een Engelse naam staan ("Allround Semi-cellular Radiocommunication Network with Integrated Dispatching") die onbegrijpelijk is voor de leek. Ten slotte rijst de vraag waarvoor de letter "T" in de afkorting staat. Naast de problemen die het gebruik van de afkorting "A.S.T.R.I.D." opleveren voor een goed begrip, zorgt ook het gebruik van het woord "project" voor een probleem. Het is best mogelijk dat in de fase van het uitdenken van een radiocommunicatienetwerk gesproken wordt van een "project", maar die term is niet meer geschikt wanneer het gaat om het opzetten van een structuur voor het beheer van een operationeel netwerk.

Overeenkomstig de wetgevingstechnische voorschriften, wordt het volgende opschrift voorgesteld, dat gebaseerd is op wat vooraan in de memorie van toelichting te lezen staat :

.../...

"Wet betreffende de radiocommunicatie van de hulp- en veiligheidsdiensten".

Bepalend gedeelte

Artikel 2

In artikel 2 moet een lid worden ingevoegd waarin wordt bepaald dat de wetgever een publiekrechtelijke naamloze vennootschap opricht en waarin de naam van die vennootschap wordt gepreciseerd.

Die verduidelijking moet als een eerste lid in artikel 2 worden opgenomen.

Het tweede lid moet derhalve worden aangepast als gevolg van de invoeging van het nieuwe lid.

Artikel 3

Het nut van het tweede lid is niet duidelijk in het licht van de paragrafen 1, 2 en 3 van artikel 86ter van de wet van 21 maart 1991, ingevoegd bij de wet van 19 december 1997, die immers reeds het volgende bepalen :

"Elke andere operator kan alleen of gezamenlijk binnen de voorwaarden bepaald door de Koning en op advies van het Instituut, onder gelijkwaardige voorwaarden deelnemen aan diensten van algemeen belang zoals in deze paragraaf vermeld (1)".

(1) Voor het begrip "operator" : zie artikel 68, 23°, van de voormelde wet van 21 maart 1991, ingevoegd bij de wet van 19 december 1997.

Artikel 5

De woorden "vóór haar oprichting" zijn overbodig en moeten vervallen. Het ligt voor de hand dat de statuten voorhanden moeten zijn op het ogenblik dat de vennootschap wordt opgericht.

Artikel 7

In de memorie van toelichting merken de indieners van het ontwerp op dat het de bedoeling is dat private ondernemingen uit de telecommunicatiesector in het kapitaal van A.S.T.R.I.D. kunnen deelnemen. In het licht daarvan moet worden verduidelijkt hoe de natuurlijke personen en rechtspersonen zullen worden bepaald die in de samenstelling van het maatschappelijk kapitaal en in de verhoging ervan mogen deelnemen.

Artikel 10

Zoals in de algemene opmerking hierboven is gezegd, moeten de taken van openbare dienst duidelijk worden omschreven, aangezien in het ontwerp staat dat de voorwaarden waaronder die taken moeten worden uitgevoerd, in een beheerscontract zullen worden bepaald en dat daarvoor toelagen zullen worden toegekend.

Bovendien is het beter dat het beheerscontract specifieke regels voor de controle op de aanwending van toelagen bepaalt.

.../...

Artikel 11

Volgens de toelichting bij artikel 11 is de machtiging verleend aan de Koning om bepaalde natuurlijke personen of rechtspersonen te verplichten op het radiocommunicatie-netwerk van A.S.T.R.I.D. aan te sluiten, onder meer bedoeld voor de beveiliging van geldtransporten.

De indiener van het ontwerp wordt evenwel erop attent gemaakt dat de bevoegdheid die aan de Koning wordt gegeven, zich volgens de tekst van het ontwerp beperkt tot "buitengewone omstandigheden", wat betekent dat de geldtransportondernemingen alleen in uitzonderlijke gevallen kunnen worden verplicht op het A.S.T.R.I.D.-netwerk aan te sluiten.

Artikel 12

In plaats van in het eerste lid van het ontworpen artikel te voorzien in een afwijking van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven, zou het beter zijn alle afwijkingen in één enkele bepaling samen te brengen en daartoe artikel 91 van die wet te wijzigen, dat al verwijst naar een lijst van inrichtingen waarop de bepalingen van titel III, hoofdstuk VII, niet van toepassing zijn (1).

-
- (1) In dat artikel, zoals gewijzigd bij de wet van 19 december 1997, wordt ook al verwezen naar "de bijzondere inrichtingen die uitsluitend (...) met het oog op de openbare veiligheid en hulpverlening worden aangelegd en geëxploiteerd door de diensten die onder (...) de Minister van Binnenlandse Zaken ressorteren (...)".

.../...

Artikel 13

Engelse woorden dienen te worden vermeden. De woorden "frequency hopping" dienen dan ook door een Frans en een Nederlands equivalent te worden vervangen.

Artikel 17

Ofwel is het de bedoeling dat de Minister van Justitie ook het toezicht over de naamloze vennootschap kan uitoefenen, wat dan uitdrukkelijk moet worden vermeld, ofwel wil men gewoon dat de Minister van Justitie op de hoogte wordt gehouden en zijn mening kan geven over de beslissingen van zijn collega van Binnenlandse Zaken ter zake, wat betekent dat de bepaling alleen betrekking heeft op de interne organisatie van de Regering en dat de wetgever niet hoeft op te treden.

Artikel 19

Volgens deze bepaling gaat de federale investeringsmaatschappij voor de financiering van haar deelneming in A.S.T.R.I.D. leningen aan die volledig worden gedragen door de Staat, welke zich ertoe verbindt de netto-thesauriebehoeften op zich te nemen die voortvloeien uit het verkrijgen en het beheer van die deelneming.

Dat komt neer op een vorm van debudgettering en heeft tot gevolg dat de financiering van de deelneming niet meer terug te vinden is in de begroting van de Staat, hoewel

.../...

die wel alle kosten ervan draagt via de prefinanciering waarmee de federale investeringsmaatschappij belast is. De goedkeuring van de kredieten die noodzakelijk zijn voor de financiering van de deelneming door de Staat wordt met enig tijdsverschil vervangen door de goedkeuring van de jaarlijkse kredieten die bestemd zijn om over een langere periode de financiële dienst te verzorgen van de leningen aangegaan door de federale investeringsmaatschappij.

Die werkwijze wijkt af van de beginselen van de eenjarigheid en de universaliteit van de begroting, vervat in artikel 174 van de Grondwet, naar luid waarvan alle staatsuitgaven op de jaarlijks goedgekeurde begroting en in de rekeningen moeten worden gebracht (1).

Artikel 20

Wanneer naar een bepaling - zoals artikel 2, § 3, van de voormelde wet van 2 april 1962 - wordt verwezen en daarbij de wijzigingen van die bepaling worden opgesomd, dan

-
- (1) Zie in dat verband advies L. 25.854/9 d.d. 16 december 1996 over een ontwerp van koninklijk besluit "betreffende de tussenkomst van het Belgisch-Kongolees Fonds voor Delging en Beheer bij de betaling van de vergoedingen verschuldigd door de Belgische Staat ter uitvoering van de bepalingen van het «Protocol houdende regeling van de vergoeding van gezaïriseerde goederen die aan Belgische onderdanen hebben toebehoord en de daarop betrekking hebbende uitwisselingen van brieven» bij toepassing van de artikelen 2, § 1 en 3, § 1, 1^o van de wet van 26 juli 1996 strekkende tot realisatie van de budgetaire voorwaarden tot deelname van België aan de Europese Economische en Monetaire Unie", Belgisch Staatsblad, 31 december 1996, vierde editie, blz. 32630.

.../...

wordt die bepaling vastgelegd in de lezing die geldt op het oogenblik dat de verwijzing wordt gedaan. Mocht artikel 2, § 3, in casu nog eens worden gewijzigd, dan zou die wijziging niet zijn vervat in de verwijzing naar die bepaling in de wet op het A.S.T.R.I.D.-project. Is dat wel de bedoeling van de indieners van het ontwerp ?

Slotopmerking

De Nederlandse tekst van sommige bepalingen van het ontwerp is voor verbetering vatbaar. Onder voorbehoud van de voorgaande opmerkingen worden daaromtrent, bij wijze van voorbeeld, een aantal voorstellen gedaan.

Zo schrijve men in artikel 6 "benoemd uit" in plaats van "benoemd onder".

In artikel 12 schrijve men "tot stand worden gebracht" in plaats van "worden tot stand gebracht".

In artikel 16 schrijve men "personeelsleden aangenomen op basis van een arbeidsovereenkomst" in plaats van "personeelsleden aangeworven onder arbeidsovereenkomst".

In artikel 17, § 3, schrijve men "hebben raadgevende stem" in plaats van "zetelen er met raadgevende stem" en "personeelsleden" in plaats van "agenten".

In het gehele ontwerp schrijve men bovendien "bij een in de Ministerraad overlegd besluit" in plaats van "bij in Ministerraad overlegd besluit".

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs J.-J. STRYCKMANS,
de Heren

président,
voorzitter,

Y. KREINS,
P. QUERTAINMONT,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

Madame B. VIGNERON,
Mevrouw

greffier assumé,
toegevoegd griffier.

Le rapport a été présenté par
M. L. DETROUX, auditeur adjoint.
La note du Bureau de coor-
dination a été rédigée et
exposée par M. C. AMELYNCK,
référéndaire adjoint.

Het verslag werd uitgebracht
door de H. L. DETROUX adjunct-au-
diteur. De nota van het Coördi-
natiebureau werd opgesteld en
toegelicht door de
H. C. AMELYNCK, adjunct-
referendaris.

La concordance entre la
version française et la
version néerlandaise a été
vérifiée sous le contrôle de
M. J.-J. STRYCKMANS.

De overeenstemming tussen de
Franse en de Nederlandse tekst
werd nagezien onder toezicht van
de H. J.-J. STRYCKMANS.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

B. VIGNERON

J.-J. STRYCKMANS